



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général aux  
Affaires Départementales**

**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT**

**ARRÊTÉ N° 52-2024-07-00049 DU - 8 JUIL. 2024**

**portant mise en demeure la société GHM  
de respecter certaines prescriptions ministérielles relatives  
à la prévention des risques accidentels au sein de la fonderie de fonte  
qu'elle exploite sur le territoire de la commune de SOMMEVOIRE**

**La Préfète de Haute-Marne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** le code de l'environnement, Livre I<sup>er</sup> – partie réglementaire et partie législative – Titre VII relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les articles L. 171-6 à L. 171-8 ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1826 du 02 juin 2009 modifié portant prescriptions pour l'exploitation d'une fonderie de fonte par la société GHM sur le territoire de la commune de SOMMEVOIRE ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées établi le 21 mars 2024 comme suite à la visite le 1<sup>er</sup> février 2024 du site de SOMMEVOIRE exploité par la société GHM ;

**VU** les observations présentées par la société GHM le 03 avril 2024 sur ce projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé dispose :

*« Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.*

*[...]Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement.*

*[...]Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.» ;*

**CONSIDÉRANT** que le réseau de canalisations d'évacuation des eaux pluviales du site de SOMMEVOIRE exploité par la société GHM sert de confinement des eaux usées ;

**CONSIDÉRANT** que les vannes de fermeture de ces canalisations n'ont pas pu être vérifiées lors de la visite d'inspection susvisée du fait des difficultés d'accessibilité à ces dernières ;

**CONSIDÉRANT** qu'un des cinq points de rejet de ces eaux pluviales n'est pas équipé d'un système d'obturation ;

**CONSIDÉRANT** que la société GHM ne peut pas justifier de l'étanchéité du réseau de canalisations d'évacuation des eaux pluviales du site de SOMMEVOIRE ;

**CONSIDÉRANT** que la société GHM n'a pas transmis à l'inspection des installations classées le volume de confinement total disponible de ce site par rapport au volume total de rétention des eaux d'extinction incendie ;

**CONSIDÉRANT** que, face à ces non-conformités, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GHM de respecter les prescriptions auxquelles elle a contrevenu afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup> : Mise en demeure – Respect des prescriptions**

La société GHM est mise en demeure, pour ses installations situées sur le territoire de la commune de SOMMEVOIRE, de respecter **dans un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté** les prescriptions suivantes de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé :

#### Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis

*«Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.*

*[...] Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement*

*[...] Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.»*

### **Article 2 : Suites administratives**

Dans la mesure où la société GHM ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 3 : Voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

### **Article 4 : Publicité**

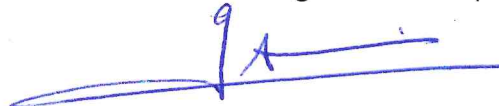
En application de l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture de la Haute-Marne pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 5 : Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne, le Sous-Préfet de SAINT-DIZIER et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GHM et dont une copie sera adressée au maire de SOMMEVOIRE.

Chaumont, le - 8 JUIL. 2024

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire général de la préfecture



Guillaume THIRARD

